

Amérique du Nord : économie et sécurité dans un monde désordonné

Posted on juin 12, 2026 by Shizneider BAPTISTE

Abstract

Cet article soutient qu'en Amérique du Nord, la sécurité ne peut plus être comprise comme une simple défense territoriale ou une projection militaire extérieure, mais comme la capacité d'un État à maintenir la continuité de ses fonctions essentielles face à des chocs économiques, technologiques, sociaux et informationnels. Aux États-Unis comme au Canada, la distinction classique entre politique intérieure et sécurité extérieure s'est progressivement effacée sous l'effet de la désindustrialisation relative, des tensions sur les chaînes d'approvisionnement, des cybermenaces, des crises sanitaires, de la polarisation politique et de la désinformation. Dans ce contexte, la notion de résilience systémique devient plus pertinente que celle de puissance brute : elle désigne l'aptitude d'un système politique, économique et institutionnel à absorber des perturbations sans glisser vers la paralysie, la fragmentation ou la crise de légitimité. L'administration Trump réélue a remis au centre de l'agenda la priorité nationale, le contrôle des frontières et la protection du marché intérieur, mais cette orientation ne peut produire de résultats durables sans prise en compte des interdépendances structurelles qui lient l'Amérique du Nord à la mondialisation. Le Canada, pour sa part, cherche à consolider une stratégie de sécurité centrée sur la cybersécurité, les infrastructures critiques et la résilience de société entière. L'article conclut que la stabilité nord-américaine dépend désormais d'une doctrine intégrée combinant souveraineté sélective, coopération continentale et robustesse institutionnelle.

Introduction

L'Amérique du Nord traverse une mutation stratégique profonde. Pendant une grande partie du XXe siècle, la sécurité des États-Unis et du Canada a été pensée à travers des catégories relativement stables : défense des frontières, alliances militaires, dissuasion, contrôle des espaces maritimes et protection des intérêts extérieurs. Cette architecture conceptuelle reposait sur une distinction nette entre

sécurité intérieure et sécurité extérieure. Or cette séparation a largement perdu sa pertinence. Les chocs économiques, les crises sanitaires, les cyberattaques, les opérations d'influence, les tensions sociales et les ruptures logistiques ont démontré que la stabilité politique dépend désormais autant de la résilience des systèmes civils que de la supériorité militaire.

La pandémie de COVID-19 a servi de révélateur. Elle a montré qu'un événement non militaire pouvait provoquer des perturbations comparables, voire supérieures, à celles d'un conflit armé limité : pénuries d'équipements, désorganisation des transports, fragilité des hôpitaux, crise de confiance envers les autorités et amplification de la désinformation. Depuis lors, les débats stratégiques en Amérique du Nord se sont déplacés vers une question centrale : comment un État peut-il continuer à fonctionner lorsque les crises ne viennent plus uniquement de l'extérieur, mais émergent au cœur même de ses sociétés, de ses marchés et de ses réseaux informationnels ?

C'est dans ce cadre que s'inscrit la notion de résilience systémique. Elle ne remplace pas la puissance militaire, mais elle en redéfinit la portée. Un État est résilient lorsqu'il peut absorber un choc, maintenir ses fonctions vitales, réorganiser ses priorités et éviter qu'une perturbation sectorielle ne se transforme en crise politique générale. Cette capacité devient décisive dans un environnement où la sécurité dépend moins de la fermeture que de la robustesse. L'enjeu n'est donc pas de sortir de la mondialisation, ce qui est impossible, mais d'apprendre à y survivre sans perdre le contrôle des fonctions critiques.

L'Amérique du Nord illustre particulièrement ce tournant. Les États-Unis cherchent à réaffirmer leur souveraineté économique, à durcir le contrôle des frontières et à réduire certains engagements extérieurs jugés coûteux. Le Canada tente, pour sa part, de concilier intégration continentale, multilatéralisme et protection de ses capacités stratégiques. Entre les deux, une évidence s'impose : les interdépendances nord-américaines sont trop profondes pour être annulées, mais trop sensibles pour être laissées sans gouvernance. L'avenir de la sécurité régionale dépendra donc de la capacité des deux pays à organiser une souveraineté fonctionnelle dans un monde devenu structurellement instable.

Un cadre conceptuel élargi

La sécurité nationale du XXI^e siècle ne peut plus être réduite à la prévention d'une invasion ou à la gestion d'une menace militaire classique. Les catégories d'analyse doivent désormais intégrer l'économie politique, la gouvernance numérique, la santé publique, la cohésion sociale et la psychologie collective. Les États-Unis et le Canada évoluent dans un environnement où les menaces sont hybrides, c'est-à-dire combinées, rapides et multi-domaines. Une crise financière peut affecter la stabilité politique ; une panne énergétique peut provoquer des troubles sociaux ; une campagne de désinformation peut fragiliser la confiance dans les institutions sanitaires ; une attaque cybernétique peut paralyser un réseau logistique ou une administration entière.

Ce glissement impose un changement de perspective. La sécurité n'est plus seulement une affaire de défense contre l'adversaire, mais de robustesse du système. Dans cette logique, les infrastructures critiques deviennent des objets stratégiques au même titre que les capacités militaires. Réseaux électriques, câbles sous-marins, systèmes de paiement, chaînes de transport, centres de données, hôpitaux, laboratoires, réseaux de télécommunication et plateformes informationnelles forment désormais l'ossature de la souveraineté contemporaine. Lorsqu'un seul de ces éléments est gravement perturbé, la confiance dans l'ordre politique peut être altérée.

Les analyses récentes du Council on Foreign Relations insistent sur cette évolution. Elles montrent que la sécurité économique américaine dépend de plus en plus de la protection des chaînes technologiques et industrielles, en particulier dans les secteurs de l'intelligence artificielle, du quantique, des biotechnologies et des minerais critiques. Le discours stratégique s'éloigne ainsi de la seule logique de projection pour intégrer celle de l'interdépendance contrôlée. Dans un monde où la compétition entre grandes puissances passe autant par les normes, les données, les semi-conducteurs et les minerais que par les porte-avions, la résilience devient une composante majeure de la puissance.

Ce changement est également perceptible au Canada. La nouvelle stratégie nationale de cybersécurité met l'accent sur une approche de société entière, associant gouvernements, entreprises, institutions académiques et communautés pour protéger les systèmes essentiels. Cette orientation confirme que la sécurité ne relève plus seulement de l'appareil militaire ou policier, mais d'une coordination large entre secteurs publics et privés. La distinction entre défense, économie et

gouvernance se brouille ; elle doit être remplacée par une logique d'intégration stratégique.

Les États-Unis et la priorité nationale

La présidence Trump réélue a relancé une vision plus affirmée de la souveraineté nationale. La Maison-Blanche met en avant le contrôle des frontières, l'application plus stricte des règles migratoires et le rétablissement de l'ordre dans les espaces jugés vulnérables. Cette orientation s'inscrit dans une lecture politique selon laquelle les États-Unis auraient trop longtemps supporté les coûts de la mondialisation sans en maîtriser suffisamment les effets internes. Pour une partie de l'opinion, la sécurité nationale commence donc par le rétablissement du contrôle territorial, la défense du marché intérieur et la réduction des dépendances considérées comme excessives.

Cette doctrine répond à une réalité sociale et politique bien identifiée. Dans de nombreuses régions américaines, la désindustrialisation relative, la pression sur les salaires, la fragmentation territoriale et la perception d'un déclin de la maîtrise nationale ont nourri un réflexe de repli. Le mot d'ordre de priorité nationale parle ainsi à des électeurs qui associent ouverture économique, immigration, vulnérabilité culturelle et perte de souveraineté. Le recentrage stratégique a donc une rationalité politique forte.

Mais cette logique se heurte à un paradoxe structurel. Les États-Unis restent au centre d'un système mondial qu'ils ne peuvent pas quitter sans coûts majeurs. L'économie américaine dépend d'échanges complexes avec ses partenaires nord-américains, avec l'Asie et avec l'ensemble des marchés financiers et technologiques mondiaux. Le Brookings Institution souligne que l'USMCA a renforcé l'intégration régionale et qu'un agenda d'économie sécurisée devrait être discuté à l'approche de la révision de l'accord. Autrement dit, plus les États-Unis cherchent à se protéger, plus ils doivent préserver les flux qui soutiennent leur compétitivité.

Le problème n'est donc pas le principe de la souveraineté, mais son mode d'application. Une souveraineté intelligente consiste à hiérarchiser les dépendances, à sécuriser les secteurs vitaux et à maintenir l'ouverture là où elle produit de la valeur. Une souveraineté mal calibrée, en revanche, peut créer des

tensions inflationnistes, des perturbations industrielles et une perte de compétitivité. Dans les industries de pointe, les chaînes de production sont mondiales par nature : elles mobilisent des composants, des logiciels, des brevets, des données, des talents et des investissements répartis sur plusieurs continents. Les replier entièrement sur le territoire national n'est pas seulement difficile ; c'est souvent contre-productif.

Économie, sécurité et vulnérabilités

Le débat américain actuel sur la sécurité économique révèle une transformation plus profonde : la frontière entre économie et stratégie nationale est devenue presque invisible. Les restrictions commerciales, les contrôles à l'exportation, les subventions industrielles, la gestion des intrants critiques et la diplomatie des chaînes d'approvisionnement relèvent désormais directement de la sécurité nationale. Les terres rares, les semi-conducteurs, les batteries, les composants de calcul avancé et certaines matières premières pharmaceutiques sont traités comme des actifs stratégiques plutôt que comme de simples marchandises.

Le CFR souligne à cet égard que les États-Unis restent dépendants de la Chine pour plusieurs segments critiques, notamment les terres rares et certains intrants technologiques liés aux centres de données et aux biotechnologies. Cette dépendance n'implique pas une vulnérabilité absolue, mais elle limite la marge de manœuvre stratégique de Washington. Dans un contexte de compétition systémique, les dépendances ne sont plus neutres ; elles peuvent être utilisées comme leviers de pression, de négociation ou de coercition. La sécurité économique consiste dès lors à réduire les vulnérabilités les plus sensibles sans prétendre supprimer l'interdépendance elle-même.

La question énergétique illustre bien cette tension. Les États-Unis disposent d'atouts majeurs en matière de production, de capacité d'innovation et d'autonomie relative. Toutefois, la transition énergétique, les besoins des infrastructures numériques et la concurrence sur les minerais stratégiques rendent l'accès à certaines ressources de plus en plus politique. La sécurisation de l'énergie n'est plus seulement une question d'offre ; elle concerne aussi la résilience des réseaux, la stabilité des prix, la capacité de stockage et la protection contre des chocs géopolitiques externes.

À cela s'ajoute la dimension monétaire et financière. La robustesse d'une économie dépend de la confiance dans ses institutions, de la fluidité du crédit, de la stabilité des anticipations et de la capacité à contenir les effets de panique. Les chocs inflationnistes ou désinflationnistes, la volatilité des marchés, la segmentation territoriale du revenu et l'endettement peuvent devenir des problèmes de sécurité lorsqu'ils alimentent la colère populaire, la perte de légitimité ou la paralysie politique. C'est pourquoi les crises économiques contemporaines ont une portée stratégique bien plus large que dans les périodes antérieures.

Le désordre intérieur comme menace

L'un des enseignements les plus importants de la période récente est que les menaces les plus dangereuses pour la sécurité nationale américaine ne sont pas nécessairement militaires. La polarisation politique, la circulation de fausses informations, la fragmentation médiatique et la radicalisation de certains segments sociaux créent un environnement propice à la désorganisation interne. Le désordre informationnel a une capacité de propagation remarquable : il dégrade la confiance, exacerbe les antagonismes, alimente la suspicion et rend la gestion de crise plus difficile.

Dans un tel contexte, la sécurité intérieure et la sécurité extérieure ne peuvent plus être séparées. Une société profondément divisée est plus facilement vulnérable aux manipulations étrangères, aux campagnes d'influence, aux opérations cybernétiques et à la pression économique. La désinformation ne produit pas toujours un effet direct ; elle agit souvent en augmentant le bruit, en brouillant les repères et en réduisant la capacité collective à construire un diagnostic partagé. Cette dégradation de la lisibilité publique constitue en soi un enjeu de sécurité.

Les pandémies ont également montré combien les systèmes de santé pouvaient devenir des points névralgiques de la sécurité nationale. Lorsque les capacités hospitalières sont saturées, lorsque l'accès à l'information scientifique devient conflictuel ou lorsque la confiance dans les autorités sanitaires se délite, la crise sanitaire déborde rapidement sur le terrain politique. La sécurité n'est donc plus seulement l'affaire des forces armées ; elle repose aussi sur la robustesse du contrat social.

L'administration américaine réélue semble consciente de cette pression intérieure, d'où la priorité donnée à la frontière, au contrôle et au retour de l'ordre. Mais cette réponse, si elle peut répondre à une demande politique immédiate, ne règle pas les problèmes de fond. La cohésion sociale ne se restaure pas uniquement par des dispositifs de fermeture. Elle exige des politiques de réduction des inégalités, de réindustrialisation sélective, de formation, de santé publique, de régulation de l'espace informationnel et de rétablissement de la confiance institutionnelle. Sans cela, la priorité nationale risque d'être perçue comme un slogan plus que comme une stratégie de résilience.

Le Canada face à la même mutation

Le Canada partage plusieurs de ces vulnérabilités, mais dans un cadre différent. Son système politique demeure plus consensuel, sa diplomatie plus multilatérale et son économie plus étroitement intégrée à celle des États-Unis. Cette dépendance n'est pas une faiblesse pure ; elle constitue aussi un atout de stabilité et de prospérité. Toutefois, elle réduit la marge de manœuvre du pays lorsqu'une crise continentale ou globale perturbe les flux commerciaux, les réseaux numériques ou les approvisionnements critiques.

La nouvelle stratégie canadienne de cybersécurité traduit une prise de conscience claire. Elle présente la cybersécurité comme un enjeu transversal touchant les individus, les entreprises et les services publics, et insiste sur la nécessité d'une mobilisation coordonnée. Cette approche s'inscrit dans une vision plus large de la sécurité comme bien commun. Elle reconnaît que les infrastructures critiques et les écosystèmes informationnels sont aussi importants que les capacités militaires traditionnelles.

Le Canada doit cependant composer avec des contraintes structurelles. Sa géographie rend coûteuse la protection uniforme du territoire. Sa dépendance aux relations commerciales avec les États-Unis limite sa capacité à s'écarter d'une logique continentale. Ses secteurs économiques – énergie, mines, transport, agriculture, services numériques – sont exposés à des fluctuations internationales rapides. De plus, comme toute démocratie avancée, le Canada n'est pas à l'abri de la désinformation, de la polarisation et des pressions sur la confiance publique.

Dans ce contexte, la meilleure stratégie canadienne consiste à renforcer la résilience sans chercher une autonomie illusoire. Cela suppose d'investir davantage dans les infrastructures critiques, la cybersécurité, la capacité industrielle et la gestion de crise. Cela suppose aussi de maintenir des relations solides avec Washington tout en développant des partenariats diversifiés avec d'autres alliés. Le Canada peut jouer un rôle de stabilisateur si sa politique de sécurité est pensée non comme une posture défensive, mais comme une capacité d'adaptation active.

L'interdépendance nord-américaine

L'idée d'un découplage profond de l'Amérique du Nord avec la mondialisation est plus politique que réaliste. Les travaux du Brookings Institution montrent que les trois pays de la région ont intérêt à élaborer un agenda commun d'économie sécurisée, surtout dans la perspective de la révision de l'USMCA. Cette recommandation reflète une évidence : le tissu productif nord-américain repose sur des chaînes de valeur intégrées, où chaque rupture produit des effets en cascade.

L'automobile, par exemple, fonctionne sur une logique continentale de sous-traitance, d'assemblage et de logistique. Les minéraux critiques circulent entre les territoires avant d'être transformés dans des installations hautement spécialisées. Les technologies numériques reposent sur des composants, des logiciels, des données et des compétences dispersées dans plusieurs juridictions. Les produits pharmaceutiques et les dispositifs médicaux suivent des chaînes de production et de certification qui dépassent largement les frontières nationales. En pratique, la souveraineté nord-américaine est déjà interconnectée.

Cela ne signifie pas que les États doivent renoncer à toute protection. Cela signifie plutôt qu'ils doivent apprendre à gouverner l'interdépendance. La mondialisation structurelle ne peut pas être supprimée, mais elle peut être rendue plus robuste. Cela implique la diversification des fournisseurs, la création de capacités de réserve, la sécurisation des points de passage critiques, la coopération réglementaire et l'harmonisation sélective des normes. Il ne s'agit pas de reconstituer une autarcie, mais de réduire le risque systémique.

Cette logique s'applique avec encore plus de force aux technologies de rupture. Le leadership dans l'intelligence artificielle, le quantique ou les biotechnologies dépend

d'alliages complexes entre recherche, capital-risque, défense, universités et industrie. Les États-Unis disposent d'avantages remarquables dans ces domaines, mais ces avantages peuvent être érodés si la politique de sécurité devient trop restrictive, si les talents étrangers se raréfient ou si les chaînes d'approvisionnement technologiques se fragilisent. La protection mal conçue peut ainsi devenir un frein à la puissance qu'elle prétend défendre.

La résilience comme doctrine

Si la sécurité ne peut plus être conçue comme un simple bouclier, elle doit être pensée comme un système de résilience. Cela implique quatre dimensions complémentaires.

La première est la résilience économique. Elle repose sur la diversification des fournisseurs, la capacité de stockage, la sécurisation des matières premières critiques et l'investissement dans des capacités industrielles stratégiques. Un pays résilient n'est pas un pays fermé ; c'est un pays capable de résister à un choc d'approvisionnement sans rupture majeure de continuité.

La deuxième est la résilience sociale. Elle concerne la cohésion, la réduction des tensions, la lutte contre la fragmentation de l'espace public et le maintien d'un socle commun de confiance. Une société polarisée ne perd pas seulement en stabilité interne ; elle devient aussi plus vulnérable aux manipulations extérieures.

La troisième est la résilience technologique. Elle suppose une cybersécurité avancée, une meilleure protection des données, une surveillance des points de défaillance des infrastructures et une capacité de réaction rapide en cas d'attaque. Dans le monde actuel, une cyberattaque bien ciblée peut avoir des effets comparables à ceux d'un acte de sabotage traditionnel.

La quatrième est la résilience institutionnelle. Elle renvoie à la qualité de l'administration, à la coordination entre niveaux de gouvernement, à la capacité de planification de crise et à l'existence d'un pilotage stratégique stable. Un État résilient n'est pas celui qui prétend tout contrôler, mais celui qui sait décider vite, coordonner les acteurs et corriger ses erreurs.

Cette doctrine est directement pertinente pour l'Amérique du Nord. Aux États-Unis,

elle permettrait de relier la priorité nationale à une logique de robustesse plutôt qu'à un simple réflexe de fermeture. Au Canada, elle offrirait un cadre pour renforcer la sécurité sans renoncer au multilatéralisme. Dans les deux cas, elle réconcilierait souveraineté et interdépendance.

Vers une agenda nord-américain

La consolidation d'une sécurité nord-américaine fondée sur la résilience exige des choix politiques concrets. Washington et Ottawa gagneraient à mettre en place une coopération renforcée sur les minéraux critiques, les chaînes logistiques stratégiques, les infrastructures numériques et la cybersécurité. Un espace nord-américain de résilience pourrait inclure des mécanismes communs de veille, de stockage, de partage d'information et de réponse aux crises. Une telle architecture serait plus efficace qu'une somme de politiques nationales fragmentées.

Le Brookings Institution souligne que l'approche économique de la sécurité doit être pensée à l'échelle continentale, car les vulnérabilités de l'un deviennent rapidement celles de l'autre. Cette interdépendance crée une obligation de coordination. Un agenda de sécurité économique nord-américain pourrait inclure la protection conjointe des chaînes d'approvisionnement, l'harmonisation de certaines normes industrielles, la coordination sur les exportations sensibles et un dialogue sur les investissements étrangers dans les secteurs critiques.

Il serait également utile d'étendre cette logique aux dimensions informationnelles et sociétales. Les campagnes de désinformation, les manipulations numériques et les attaques visant la confiance publique ne s'arrêtent pas à la frontière. Les États-Unis et le Canada ont donc intérêt à partager davantage d'outils d'analyse, de prévention et de réponse. Cela ne signifie pas uniformiser leurs systèmes, mais reconnaître que les menaces informationnelles circulent à la même vitesse que les flux numériques.

Enfin, la gouvernance de la résilience doit inclure le secteur privé. Les grandes entreprises, les opérateurs d'infrastructures, les fournisseurs de cloud, les acteurs financiers, les compagnies de transport et les laboratoires de recherche sont devenus des acteurs stratégiques à part entière. Dans un monde désordonné, la sécurité ne peut plus être pensée comme une affaire exclusivement étatique. Elle

doit devenir une responsabilité partagée, encadrée par des normes publiques claires et des mécanismes de coopération crédibles.

Conclusion

L'Amérique du Nord est entrée dans une ère où la sécurité dépend moins de la distance avec l'adversaire que de la capacité à supporter la perturbation. Cette évolution ne signifie pas la disparition de la puissance militaire, mais son inscription dans un cadre plus large où la stabilité économique, la cohésion sociale, la confiance institutionnelle et la maîtrise technologique jouent un rôle déterminant. Les États-Unis et le Canada sont confrontés à une même réalité : l'ordre international est plus instable, plus interconnecté et plus vulnérable aux chocs qu'auparavant.

Dans ce contexte, la priorité nationale ne peut être efficace que si elle s'accompagne d'une politique de résilience systémique. La fermeture pure et simple n'est ni possible ni souhaitable. La solution réside plutôt dans une souveraineté sélective, capable de protéger les fonctions critiques tout en conservant les échanges nécessaires à l'innovation et à la croissance. Le Canada, de son côté, a intérêt à consolider une stratégie de robustesse compatible avec l'intégration continentale et avec son engagement multilatéral.

La leçon stratégique est claire : dans un monde désordonné, la sécurité n'est plus seulement une affaire de frontières, mais de continuité. Les sociétés qui sauront investir dans leur résilience économique, technologique, sociale et institutionnelle disposeront d'un avantage décisif. Pour l'Amérique du Nord, le défi n'est pas de quitter la mondialisation, mais d'y survivre avec méthode, lucidité et capacité d'adaptation.

Bibliographie

1. Brookings Institution. 2025. Setting a North American economic security agenda. Washington, DC.
 - Council on Foreign Relations. 2025. U.S. Economic Security. New York.

- Government of Canada. 2025. National Cyber Security Strategy. Ottawa.
- The White House. 2026. Secure the Border. Washington, DC.
- Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD). 2025. Economic security and vulnerabilities in international supply chains. Paris.
- Canadian Defence Review. 2025. Canada introduces new National Cyber Security Strategy.

About The Author



[Shizneider BAPTISTE](#)

Expert et Consultant en Diplomatie et Relations internationales |
Analyste en Stratégie internationale (Sécurité et Défense) |
Analyste en Renseignement, Stratégies et Guerre d'influence

[See author's posts](#)